

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule Déchets

Albi, le 08 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAS COVED**

Les Brugues de Jonquières  
81500 LAVAUR

Références : 81-DECHETS-2022-14 / GUN 0006804265

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement SAS COVED implanté Les Brugues de Jonquières 81500 LAVAUR. L'inspection a été annoncée le 06/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite d'un an pour ce site.

Le recollement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2020 relatif au non-respect des dispositions de l'article 11 (hauteur des lixiviats) de l'arrêté ministériel du 16 février 2015 a été effectué lors de cette visite.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS COVED
- Les Brugues de Jonquières 81500 LAVAUR
- Code AIOT dans GUN : 0006804265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'AIOT est une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par la société COVED par délégation de service public.

Les déchets admis à l'enfouissement sont les déchets ménagers et assimilés ainsi que les déchets non valorisables des entreprises locales et des divers services municipaux.

Le site est également pourvu d'une zone de stockage des déchets amiantés et d'une déchèterie.

Compte-tenu des enjeux que présente la surveillance des émissions dans l'eau pour ce type d'installation, la visite d'inspection a porté sur la gestion des eaux de ruissellement, la surveillance des eaux souterraines et enfin la gestion des lixiviats.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suite de l'inspection du 22 juillet 2021;
- récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2020;
- gestion des eaux sur le site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.4.6.2.1	Fait susceptible de mise en demeure n°3 et 4 de l'inspection du 22 juillet 2021.	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eaux de ruissellement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14	/	Sans objet
Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.1.1	/	Sans objet
Eaux de ruissellement.	Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.1.2	/	Sans objet
Moyens de surveillance, de contrôle et d'entretien en phase exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.1.3	/	Sans objet
Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 10.2.3.1	/	Sans objet
Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 10.2.3.2	/	Sans objet
Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 9.3.3.1	/	Sans objet
Décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.4.4.1	/	Sans objet
Déchets produits sur le site	Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 5.2.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les mesures mises en place par l'exploitant permettent de répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09 septembre 2020 relatif au non-respect des dispositions de l'article 11 (hauteur des lixiviats) de l'arrêté ministériel du 16 février 2015.

L'inspection a également constaté que les travaux réalisés par l'exploitant permettent de répondre à 6 écarts soulevés lors de l'inspection du 22 juillet 2021.

Par contre, les travaux permettant d'équiper d'enregistreurs en continu les ouvrages de rejet, n'ont pas été réalisés. Il subsiste donc deux points non-conformes (SMED n°3 et 4) soulevés lors de l'inspection du 22 juillet 2021.

Sur ces deux non-conformités, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un second fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie de la zone à exploiter pour recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées, ce fossé ne porte pas atteinte à l'intégrité de la tranchée d'ancrage de la géomembrane. Les eaux collectées dans ce second fossé sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de stockage. Le fossé est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et raccordé à un dispositif de contrôle et de traitement le cas échéant avant rejet dans le milieu naturel. [...]
<b>Constats :</b> Suite à la visite d'inspection en date du 22 juillet 2021, l'inspection demandait à l'exploitant de gérer les eaux de la voirie périphérique de service permettant de faire le tour du casier E sur son flanc Ouest.  L'inspection a pu constater lors de la visite que le fossé a été réalisé. Les eaux de ruissellement de la piste sont collectées et acheminées vers le bassin BP3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement de la butte prévue pour la mise en place des panneaux photovoltaïques sont évacuées gravitairement par un bassin de stockage d'eau pluviales externes de 350m3 permettant leur décantation et un contrôle de leur qualité. Ce bassin est étanche. [...]
<b>Constats :</b> Suite à la visite d'inspection en date du 22 juillet 2021, l'inspection demandait à l'exploitant de justifier la fin de réalisation des travaux du bassin externe.  Le jour de l'inspection, le bassin externe est terrassé et étanché. L'exploitant indique que la mise en place des panneaux photovoltaïques n'étant prévu qu'à l'horizon 2025, le matériel de mesure et de contrôle n'a pas encore été installé. L'inspection a cependant pu constater sur site que l'exploitant a réalisé la chambre technique qui accueillera le matériel de contrôle à terme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Eaux de ruissellement.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les catégories d'effluents visés à l'article 4.3.1 sont collectées conformément aux dispositions suivantes: Volume utile du bassin BP3 : 650 m3. [...]
<b>Constats :</b> Suite à la visite d'inspection en date du 22 juillet 2021, il était demandé à l'exploitant de justifier la réalisation des travaux du bassin BP3. Cet ouvrage est destiné à gérer les eaux de ruissellement du futur dôme de la zone de stockage E.  Le jour de l'inspection, le bassin BP3 est terrassé et étanché. Son volume utile (attesté par plan) est de 660 m3. A date, il permet de gérer les eaux de ruissellement d'une partie de la voirie périphérique de service de la zone de stockage E (voirie non utilisée pour les apports de déchets, voirie réservée à l'exploitant pour l'entretien du site).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de surveillance, de contrôle et d'entretien en phase exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un plan de gestion définissant les modalités d'entretien pérenne du réseau d'assainissement pluvial, des ouvrages de rétention et des ouvrages annexes devra être communiqué par l'exploitant l'inspection des installations classées dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Il doit comprendre les noms et téléphones des responsables des aménagements projetés en phase d'exploitation. Ce plan de gestion sera réactualisé tous les ans. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son plan de gestion définissant les modalités d'entretien du réseau d'assainissement pluvial.  Le contenu du plan est conforme aux prescriptions demandées à l'article 4.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.  Il précise notamment les opérations de maintenance et d'entretien à réaliser périodiquement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Points de prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.4.6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Les rejets des bassins BP1, BP2 et BP3 sont équipés d'un enregistrement en continu : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH</li><li>- T</li><li>- Conductivité</li></ul> Une consigne mise à disposition de l'inspection des installations classées, définit des seuils d'alarme pour le pH, la température et la conductivité. Le dépassement de ces seuils déclenche : <ul style="list-style-type: none"><li>- une alarme ;</li><li>- la fermeture d'une électrovanne qui obstrue automatiquement le rejet.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté que les rejets des bassins BP1, BP2, et BP3 n'étaient pas équipés de l'appareillage permettant l'enregistrement en continu des paramètres de pH, température et conductivité, connecté à un système de commande de fermeture automatique du rejet par une électrovanne. Cette non-conformité avait déjà été soulevée lors de la précédente inspection du 22 juillet 2022 (SMED n°3 et 4).  L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 4.4.6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2020 susvisé en réalisant les travaux relatifs à l'installation d'un enregistreur en continu connecté à un système de commande de fermeture automatique du rejet par une électrovanne dans un délai de six mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 10.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes les dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme vigueur (NF X 10-999 ou équivalente). [...]</p> <p>Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p>
<b>Constats :</b> Le non respect de cette prescription avait fait l'objet d'un constat susceptible de mise en demeure lors de la précédente inspection. <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir déclaré les piézomètres exploités sur son site.</p> <p>L'exploitant a finalement régularisé la situation dans la semaine suivant l'inspection en transmettant les fiches déclaratives d'existence des six piézomètres utilisés pour le suivi des eaux souterraines.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 10.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> La qualité des eaux souterraines est contrôlée selon les paramètres et les fréquences fixés en ANNEXE 5 : Contrôle des Eaux souterraines et plan des différents piézomètres du présent arrêté.  Cette annexe fixe également la surveillance complémentaire mise en œuvre en application de l'article R. 515-60 du code de l'environnement. Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées. Ces résultats sont assortis : <ul style="list-style-type: none"><li>• des hauteurs d'eau relevées à chaque point de surveillance; Ces hauteurs sont exprimées en valeurs relatives (profondeurs) et absolues (niveau NGF);</li><li>• de la description des méthodes de prélèvement, de conservation et d'analyse des échantillons;</li><li>• pour chaque paramètre analysé, de l'indication de la norme en vigueur utilisée qui doit être conforme à une norme ISO, EN ou NF;</li><li>• pour chaque paramètre analysé, d'une comparaison des valeurs des différents paramètres aux résultats des campagnes précédentes et aux valeurs limites réglementaires.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare sur GIDAF les résultats des analyses effectuées sur les eaux souterraines. Il a présenté à l'inspection un tableau de suivi de ces résultats depuis 2020, début de l'exploitation du site en son nom.  Les résultats ne montrent pas d'évolution des paramètres contrôlés susceptibles d'indiquer une pollution des eaux souterraines.
<b>Observations :</b> En 2020, les analyses ont été réalisées le 19/05, 16/06, 03/09 et 05/11 soit sur une période de 5 mois. En 2021, les analyses ont été réalisées le 27/05, 28/06, 11/08 et 13/10 soit sur une période de 4,5 mois.  L'inspection rappelle à l'exploitant que l'intervalle entre deux campagnes d'analyses doit être trimestriel afin d'avoir des mesures sur les hautes et basses eaux. De plus, le suivi des eaux souterraines doit être réalisé en prenant compte des analyses réalisées depuis le début d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Collecte des lixiviats.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 09/09/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des lixiviats.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société COVED Environnement, exploitant d'une installation de stockage de déchets non dangereux sise au lit-dit Les Brugues sur la commune de Lavar, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux en limitant de façon pérenne la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier à une hauteur de 30 cm au-dessus de la géomembrane sans pouvoir toutefois excéder l'épaisseur de la couche drainante.</p> <p>Le délai pour respecter cette mise en demeure est de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> <p>Dans ce délai, et en cas de hauteur de lixiviats supérieure à la hauteur limite autorisée, la société COVED Environnement diminuera la hauteur des lixiviats pour la ramener sous la hauteur limite autorisée. Elle pourra notamment procéder au pompage des lixiviats avec rejet dans un bassin de stockage des lixiviats du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de rester conforme à ce cadre réglementaire l'exploitant a entrepris en 2020 et 2021 les actions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la construction d'un bassin de stockage de lixiviats supplémentaire d'une capacité de 1800 m3;</li><li>- l'acquisition d'un évaporateur de capacité double;</li><li>- l'acquisition d'un système de pompage pneumatique de lixiviats plus performant.</li></ul> <p>L'exploitant a présenté le registre de suivi des hauteurs de lixiviats mesurées mensuellement entre mai 2020 et mars 2022 dans les 16 casiers.</p> <p>L'inspection a pu vérifier sur ce registre que les hauteurs des lixiviats pour la quasi totalité des casiers sont revenues à une hauteur conforme depuis mars 2021.</p> <p>Lors de la visite, le puits C3 montre des hauteurs de lixiviats encore très supérieures aux 30 cm fixés dans l'arrêté ministériel du 15/02/2016. Le 30/12/2021 l'exploitant a par exemple mesuré une hauteur de lixiviat de 3,66 m par rapport au fond du casier.</p> <p>L'exploitant explique qu'il a fait réaliser un diagnostique du puits par passage d'une caméra qui a révélé un bouchon. Le 17/05/2022, l'exploitant a procédé au curage du puits par un camion hydrocureur. Après pompage, le niveau de lixiviats est revenu à une hauteur conforme fixée par l'arrêté ministériel.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter une surveillance particulière sur le puits C3 afin de détecter rapidement toutes nouvelles défaillances dans le pompage du lixiviat pouvant entraîner une hauteur de lixiviats non conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion des lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 9.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des volumes de lixiviats traités
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état de la quantité de lixiviats traités par l'installation.  Déchets produits par l'installation : L'exploitant traite ou fait traiter les boues issues du dispositif de traitement par évaporation dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le tableau de suivi des volumes de lixiviats. Ce tableau reprend mensuellement les volumes traités en station d'épuration, les volumes traités après évaporation et les volumes réinjectés.  Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé les bordereaux de suivi des déchets (BSD) suivants: n°797 du 25/11/2021 et n°803 du 14/12/2020. Les lixiviats (rubrique déchet 19 07 03) sont évacués vers la station d'épuration de Laroque d'Olmes (09600) dans le département de l'Ariège.
<b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de renseigner correctement les BSD qu'il émet et notamment: - le numéro du certificat d'acceptation préalable (encadré 2); - la dénomination usuelle (encadré 3); - la date de déclaration (encadré 9).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 4.4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le site est équipé de deux décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures. Le premier, dénommé D1, collecte les eaux de ruissellement des zones imperméabilisées de la déchetterie. Le deuxième, dénommé D2, collecte les eaux de ruissellement des zones imperméabilisées au niveau du pont bascule y compris la voirie menant au casier en cours d'exploitation.  Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures sont nettoyés annuellement. Un bordereau de suivi des déchets (BSD) est édité à l'occasion de chaque nettoyage afin d'assurer la traçabilité des déchets produits. L'installation de destination finale des déchets est la Régie Communautaire de l'Eau et de l'Assainissement Collectif (RCEAC) de Graulhet. L'inspection a demandé à consulter les BSD édités en 2021. Les BSD n°LAV 2112-1 et n°LAV 2107-1 ont été présentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets produits sur le site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2020, article 5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.
<b>Constats :</b> Les BSD n°LAV 2112-1 et n°LAV 2107-1 ont été contrôlés (cf. constat précédent).  L'inspection constate que la rubrique déchet employée (encadré 3 du BSD) est la rubrique 19 08 05 relative aux boues provenant du traitement des eaux usées urbaines. La rubrique utilisée est incorrecte. La rubrique appropriée est la 13 05 02* pour les boues issues des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures. Ces boues chargées en hydrocarbures sont des déchets dangereux.  L'inspection rappelle que l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2009 relatif au dépotage de matières de vidange et d'effluents extérieurs de la station d'épuration exploitée par la Régie Communautaire de l'Eau et de l'Assainissement Communautaire de Graulhet interdit strictement les effluents contenant des hydrocarbures non biodégradables ou dont les teneurs en concentration sont supérieures à 10 mg/l quelque soit la charge en entrée.  La station d'épuration de Graulhet n'est donc pas régulièrement autorisée à prendre en charge les effluents provenant du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures de l'ISDND de Lavar exploitée par COVED.  D'autre part, l'inspection a constaté que les informations suivantes sont manquantes ou imprécises sur les BSD présentés: - le numéro de certificat d'acceptation préalable n'est pas indiqué (encadré 2); - le conditionnement du déchet n'est pas précisé (encadré 5); - la quantité estimée du déchet est très approximative (encadré 6) en comparaison de la quantité réelle présentée. Par exemple, sur le BSD n°LAV 2112-1 il est indiqué une quantité estimée de 15 tonnes pour une quantité réelle présentée de 5,76 tonnes. Cet écart est d'autant plus étonnant que l'exploitant dispose d'un pont bascule à proximité immédiate des séparateurs qui lui permettrait d'être plus précis sur la mesure; - la date n'est pas précisée par l'émetteur du bordereau (encadré 9).  Le 17/05, l'exploitant a procédé au nettoyage de ses décanteurs-séparateurs. Il a transmis les BSD et le certificat d'acceptation préalable à l'inspection. L'installation de destination finale pour traitement est l'établissement SARP OSIS agence de Toulouse autorisé à traiter ce type de déchet.  L'exploitant fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.
<b>Observations :</b> L'exploitant se conformera aux nouvelles mesures de suivi des déchets par voie dématérialisée (décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments) en renseignant la base de données électronique centralisée dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet